

ARMÉE FRANÇAISE

Les liaisons dangereuses

Alors que la guerre fait rage en Ukraine, certains militaires français montrent une véritable fascination pour la Russie poutinienne. Révélations sur plusieurs affaires embarrassantes.

PAR ANTOINE IZAMBARD ET VINCENT LAMIGEON

En ce doux mois de septembre 2019, deux hommes se retrouvent à Stresa, sur les rives du lac Majeur, dans le nord de l'Italie. L'un, Lionel L., est un lieutenant-colonel de l'armée de terre française, en poste sur la base de l'Otan à Lago Patria, près de Naples. L'autre, Louri A., est un agent du GRU, le redoutable service de renseignement militaire russe. Le rendez-vous, immortalisé par des photos des services italiens, dure deux heures et demie, en partie en russe. Le Français est depuis des mois sous la surveillance de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), spécialisée dans la contre-ingérence militaire. Il est interpellé le 17 août 2020 et entendu par un autre service, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Des documents classifiés ont-ils été transmis ? L'officier jure le contraire. « *Mon client n'aurait pas dû accepter de rencontrer cette personne, certes, mais il ne lui a communiqué aucune information* », assure son avocat, Antoine Beauquier. Les enquêteurs retrouveront tout de même un téléphone et trois clés USB fournis par l'espion de Moscou dans la salle de bains du militaire français.

Entre le lieutenant-colonel et la Russie, l'histoire d'amour est ancienne. Dans les années 1980, ce catholique fervent, russophone et russophile, avait décroché une licence de slavistique (étude des lan-



Réunion entre des dignitaires du ministère de la Défense russe et de l'ambassade de France, en septembre 2017.

Les anciens attachés de défense à Moscou ou dans les anciennes Républiques soviétiques constituent un important foyer de « russo-béats ».

gues slaves) à la Sorbonne, avant de réussir le concours de Saint-Cyr. L'artilleur, aujourd'hui âgé de 57 ans, a poursuivi sa carrière comme attaché de défense au Kazakhstan de 2014 à 2016, avant d'être envoyé à l'Otan. Libéré début 2022 et sous contrôle judiciaire, Lionel L., mis en examen pour « *livraison à une puissance étrangère d'informations portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation* », attend désormais la

fin de l'instruction, et un éventuel procès.

Au sein de l'Etat, l'affaire irrite au plus haut point. « *Sans présager de sa culpabilité et d'une éventuelle livraison de documents à la Russie, il est consternant de voir un officier de ce niveau se montrer aussi vulnérable* », observe un haut fonctionnaire au fait de ce dossier sensible. D'autres s'étonnent du manque de célérité des autorités à traiter un cas identifié depuis des mois. « *On a avancé parce que les Italiens, et surtout les Américains, nous ont mis une pression de dingue sur cette affaire qui menaçait l'Otan* », reconnaît une source au sein des services français.

Cas isolé ou reflet d'une porosité de certains officiers tricolores face à l'influence russe ? Alors que la guerre en Ukraine fait rage et que Vladimir Poutine a clairement désigné l'Occident comme l'ennemi numéro un de son pays, la question est très sensible pour le ministère des Armées. « *Les sympathies pro-*



russe dans les armées, c'est un peu le sujet tabou, sur lequel on jette un voile pudique, résume Olivier Schmitt, professeur au Center for War Studies de l'université du Danemark du Sud. Il y a un réflexe atavique de protection de l'institution, mais le phénomène existe bel et bien, avec une frange, notamment au sein de l'armée de terre, très minoritaire mais structurée. »

Dans la sphère prorusse, il y a d'abord la partie émergée de l'iceberg : une brochette d'officiers de deuxième section (à la retraite), qui ne cachent pas une certaine sympathie, quand ce n'est pas un soutien total, pour la Russie. On y trouve des signataires de la fameuse « tribune des généraux » de 2021, comme Dominique Delawarde, Antoine Martinez et Christian Piquemal, mais aussi des personnalités comme le général Jean-Bernard Pinatel, vice-président du think tank prorusse Geopragma, qui suggérait en 2016 de « s'allier à la Russie et faire disparaître l'Otan ».

Il y a surtout la partie souterraine, plus discrète mais bien présente : les profils « russo-béats », selon le terme adopté par la contre-ingérence, au sein même de l'armée active. « Il y a une réelle fascination pour le régime poutinien chez certains officiers, notamment des profils traditionalistes violemment anti-américains et anti-Otan, assure le vice-amiral Patrick Chevallereau, ancien chef de la division Euratlantique du commandement stratégique de l'Otan à Norfolk (Etats-Unis). Ces petites musiques relati-

Rencontre des ministres français des Armées et des Affaires étrangères Florence Parly et Jean-Yves Le Drian avec leurs homologues russes, à Moscou, en septembre 2019.

Depuis l'empoisonnement par les services russes de l'ancien agent double Sergueï Skripal, les relations entre les deux pays sont tendues.

vistes, qui ferment les yeux sur les crimes russes et le fait que la France est une cible pour Moscou, insistent le doute dans l'institution. On ne se bat pas bien si on est habité par le doute. »

Où se trouvent les grands hubs prorusses des armées ? Les anciens attachés de défense à Moscou ou dans les ex-Républiques soviétiques forment un foyer important. Début 2018, le colonel Eric Kunzelmann est attaché à l'ambassade de France en Russie. L'empoisonnement par les services russes de l'ancien agent double Sergueï Skripal met les relations des deux pays à rude épreuve. Paris décide d'expulser quatre espions russes de son territoire. Moscou réplique en refoulant vers Paris quatre fonctionnaires français. Kunzelmann fait partie du vol. Persona non grata à Moscou, le « Kunz », comme l'appellent certains, repart pourtant illico pour la Russie. Le coup d'éclat ne passe pas inaperçu. La DRSD ouvre aussitôt une enquête. Le contre-espionnage avait déjà à l'œil depuis un moment ce colonel rusophile et russophone, passé par la prestigieuse Académie militaire de l'état-major de la Fédération de Russie (équivalent de l'Ecole de guerre française), et qui s'était mis en couple avec une Russe travaillant à l'ambassade de France. En mars 2018, Kunzelmann avait aussi provoqué l'ire du cabinet de la ministre Florence Parly en expliquant dans une note que les preuves manquaient pour affirmer que la Russie était derrière la tentative d'assassinat de Skripal. Dossier vide ? Volonté d'étouffer l'affaire ? Le ministère des Armées décide en tout cas de ne pas donner suite à l'enquête de la DRSD. Mais l'officier, placardisé, privé des étoiles de général qui lui étaient ►►



Anicene Delsart/Le Progrès/Mazppp

▶ **Alain Juillet.** L'ancien cadre de la DGSE, qui a fondé en 2022 sa Web TV (Open box TV), a multiplié les propos véhéments contre Kiev et Washington sur la guerre en Ukraine, qu'il qualifie d'« épiphénomène ». Il siège au Centre français de recherche sur le renseignement, qui défend des positions pro-Kremlin.



Armée de terre/Sp

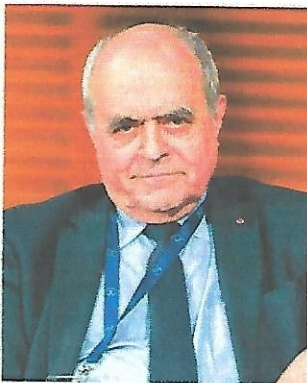
▶ **Thomas Flichy de la Neuville.** Ce chef du département War Studies de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr a été évincé de son poste en 2019 après qu'une enquête de la DRSD a pointé ses liens avec certaines puissances étrangères. Selon lui, « l'Ukraine est une entité artificielle ».



Capture YT

Des russophiles au jeu trouble

◀ **Eric Kunzelmann.** Ce colonel russophile et attaché de défense à Moscou (2015-2018) a fait l'objet d'une enquête de la DRSD en 2018 après être rentré en Russie alors qu'il avait été expulsé du pays. Mis au placard, il a quitté l'armée et a fondé une société d'aide à la personne en Alsace.



Romain Lafabregue/Alp

◀ **Jean Maurin.** Ancien attaché de défense à Moscou, ce général trois étoiles a, lorsqu'il était patron de la Légion étrangère, relayé sur Twitter des communiqués du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov niant les bombardements chimiques du dictateur syrien Bachar al-Assad à Douma.



Capture YT

◀ **Xavier Moreau.** Quinquagénaire proche de l'extrême-droite, saint-cyrien, installé à Moscou, il se fait la voix du Kremlin à coups « d'analyses politico-stratégiques » diffusées sur son site (Stratpol). Il a rempli un rôle d'« observateur étranger » lors des référendums d'annexion organisés par Moscou en Ukraine en septembre 2022.

▶▶▶ promises, décide de tirer un trait sur plus de trente années de carrière militaire. « Tout cela a été monté en épingle par la DRSD et par des néo-conservateurs pro-Otan et anti-Russie, assure le quinquagénaire, qui dirige aujourd'hui une entreprise d'aide à la personne en Alsace. J'ai commis l'erreur de retourner en Russie après mon expulsion, car je voulais m'installer dans le pays pour conseiller des groupes étrangers. Mais je n'ai jamais franchi la ligne rouge. »

U n autre ex-attaché de défense à Moscou, le général Jean Maurin, a également fait preuve d'une proximité idéologique étonnante avec le pouvoir russe. Comme révélé par *L'Express*, ce général trois étoiles, alors à la tête de la Légion étrangère, avait multiplié en 2018 les « retweets » de contenus anti-Otan directement issus de l'ambassade de Russie en France, mais aussi de dessins admiratifs pour Vladimir Poutine et humiliants pour Emmanuel Macron. L'ancien para, dont l'avancement avait été bloqué en 2013 à cause de sa participation à une manifestation anti-mariage pour tous, était allé jusqu'à relayer

des communiqués du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, niant les bombardements chimiques du dictateur syrien à Douma... Des attaques que la France venait de confirmer la veille, éléments déclassifiés à l'appui.

Mais ce tropisme prorusse n'a guère plombé la fin de carrière de ce proche de Benoît Puga, ex-chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy et François Hollande. Le général Maurin a même eu droit à un adieu aux armes en présence du major général de l'armée de terre Bernard Barrera. Quelques semaines plus tard, Jean Maurin, qui n'a pas répondu à nos questions, partait vivre à Moscou pour y chapeauter la sûreté de la filiale russe de Renault. Il est aujourd'hui directeur de la protection du constructeur français. « Quand je tape trop fort sur Moscou sur LCI, Maurin m'appelle parfois pour me dire que je suis un anti-Russe primaire », rigole le général Michel Yakovlev, ancien vice-chef d'état-major du Shape, le commandement allié opérations de l'Otan.

Ces sympathies pour la Russie sont aussi très présentes dans l'enseignement militaire, autre foyer de « russo-béats ». Selon nos informations, le chef du département War Studies de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, Thomas Flichy de la Neuville, a ainsi été évincé de son poste en 2019 après qu'une enquête de la DRSD a pointé les liens entretenus par ce dernier avec certaines puissances étrangères. Les positions favorables à la Russie mais aussi à l'Iran et à la Syrie de ce docteur en droit nommé en 2011 avaient été signalées par plusieurs de ses collègues à maintes reprises, sans que la direction de l'école



Lucia Weeger/Quest France/MaxPPP

n'y prête attention. Jusqu'à la goutte de trop : l'organisation par l'enseignant, en mai 2018, d'un colloque où étaient conviés deux propagandistes du régime de Bachar al-Assad, Vanessa Beeley et Piers Robinson. De quoi provoquer la colère de l'hôtel de Brienne. Proche de l'historien d'extrême droite Bernard Lugan, suspendu de cours à Saint-Cyr en 2015 par le cabinet de Jean-Yves Le Drian, Thomas Flichy de la Neuville est le titulaire de la chaire de géopolitique à la Rennes School of Business. Invité sur l'antenne de Radio Notre-Dame le 24 février 2022, jour de l'invasion russe, il assénait : « *L'Ukraine est une entité artificielle.* »

Entraînement pour le défilé du 14 juillet des élèves de l'école militaire des aspirants de Coëtquidan, en juillet 2021.

« Une secte identitaire et prorusse s'est installée à bas bruit au sein de l'encadrement », assure un ex-professeur de Saint-Cyr.

avec des profils idéologiques très divers, dont certains sont d'ailleurs très à gauche, comme le sociologue Claude Weber, insiste une source proche de l'école. Mais les cas qui franchissent la ligne rouge sont évidemment traités. »

Une autre institution militaire clé est accusée de s'être montrée trop bienveillante vis-à-vis du Kremlin, notamment de 2015 à 2017 : la Direction du renseignement militaire (DRM). Durant cette période, marquée par la déstabilisation du Donbass et l'annexion de la Crimée par Moscou, le service de renseignement publie notamment une série de quatre notes qui démontent les informations des Etats-Unis et de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), selon lesquelles les missiles russes SSC-8 sont bien proscrits par le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. « *C'était un problème conjoncturel, confie un ancien cadre du service. A l'époque, l'officier traitant l'Ukraine de la DRM, basé à Paris, était un lieutenant-colonel russophone, prorusse. Son prisme était évident.* »

L'excès inverse existe également. Il y a une école « otanolâtre » au sein des armées, avec des profils très proaméricains, souvent aviateurs ou marins, dont il faut parfois freiner les ardeurs », rappelle un ancien ponte de l'hôtel de Brienne. Mais la comparaison a ses limites. Malgré la tradition non-alignée de Paris, et après l'âge d'or de la coopération sur les navires Mistral (2010-2015), c'est bien avec la Russie qu'une « confrontation ouverte » est possible. Un élément de doctrine asséné et présenté par Emmanuel Macron en novembre 2022 dans la *Revue nationale stratégique*. Dès lors, l'ennemi c'est Moscou. ■

Simples moutons noirs ? Plusieurs sources interrogées par *Challenges* évoquent au contraire une véritable mouvance organisée au sein de Saint-Cyr, autour de Bernard Lugan, ou de l'ancien directeur du pôle d'éthique militaire Henri Hude. « *Une secte d'ultra-droite, identitaire et prorusse, s'est installée à bas bruit au sein de l'encadrement,* assure Bruno Judde de Larivière, professeur de géographie à Saint-Cyr de 2003 à 2021. *Les directions successives l'ont laissée prospérer, et gagner une sorte de leadership idéologique.* » « *Sans l'intervention de la DRSD, Flichy serait encore à Saint-Cyr aujourd'hui* », abonde un enseignant toujours en poste. Comme Thomas Flichy de la Neuville, l'Académie de Saint-Cyr n'a pas voulu répondre à nos questions. Mais la ligne de défense, en off, est de plaider non coupable : « *Saint-Cyr est attaché à la pluralité des opinions,*